

Situation COVID-19 sur le continent africain au 27 mars 2020

Analyse de la situation et des risques

1) Un continent à haut risque :

- a. La propagation du virus s'est opérée plus tardivement que sur d'autres continents mais 3 pays deviennent des foyers critiques au vu de l'évolution des chiffres : l'Algérie, l'Egypte et l'Afrique du Sud.
- b. En Algérie, au 26 mars, on dénombrait 302 cas d'infection et 21 morts (source : John Hopkins University CSSE). En Egypte, 456 cas et 21 morts. En Afrique du Sud, 709 cas et 0 mort.
- c. L'Union Africaine a créé en 2017 un CDC (Centre for Disease Control), qui travaille avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Le nombre de pays capables d'effectuer des tests Covid-19 est passé de 2 à 39 en un mois mais 8 nations demeurent encore sans défense face au virus.
- d. Ces chiffres ne doivent pas masquer la dure réalité des choses : l'Afrique va être touchée de plein fouet et est beaucoup moins armée pour contrer la propagation et minimiser les risques.
- e. Néanmoins, un facteur non négligeable pourrait être un vecteur d'espoir : la moyenne d'âge sur le continent tourne autour de 20 ans (moitié moins qu'en Europe. Ex. Italie : 47,3 ans). Comme le virus touche moins les personnes jeunes, le continent pourrait bien être plus épargné que d'autres.
- f. Cependant, le contexte africain est centré autour de deux mots : pauvreté et disparité.
- g. D'abord, le niveau de pauvreté de certains pays les rend totalement vulnérables à la propagation puisque la population appliquera mal les mesures de confinement et les gouvernements locaux n'auront pas les moyens d'acheter du matériel médical d'urgence tels que respirateurs, masques et produits de désinfection.
- h. Ensuite, le niveau de disparité dans certains pays. Un rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD), établi en collaboration avec l'OCDE, affirmait en 2017 que 544 millions d'Africains vivent dans la pauvreté. En d'autres termes, presque la moitié des citoyens du continent !
- i. Pour finir, la croissance économique sur l'entièreté de l'Afrique est inégalement répartie. L'Afrique de l'Est reste la zone la plus dynamique, grâce notamment au géant éthiopien, devant l'Afrique du Nord.

2) Impact du virus sur l'Afrique :

- a. Sur le plan politique, des scrutins électoraux importants devaient avoir lieu cette année encore et seront très certainement reportés. Au Ghana, les élections présidentielles en décembre. En Ethiopie, les élections législatives en août. Au Burundi, les élections présidentielles en mai. En Côte d'Ivoire, les élections présidentielles en octobre.
- b. Dans les nations plus riches comme le Kenya ou l'Afrique du Sud, les « *cols blancs* » pourront faire du télétravail et garder leurs enfants à la maison dans des logements désinfectés.
- c. Cependant, dans le reste de l'Afrique, la plupart des grands centres urbains sont composés à plus de 65% de bidonvilles ou de baraquements sans électricité ni sanitaires adéquats. Dans ces lieux, la surpopulation rendra le confinement non effectif et toute distanciation sociale impossible.
- d. Avec un accès à l'eau limité, il est peu concevable que ces personnes puissent se laver les mains à plusieurs reprises chaque jour comme nous le faisons en Occident.
- e. Pensons aux zones de conflit sur le continent : au Mali, en RDC, en Somalie et en Libye. Il est plus que probable que ces 4 pays seront plus lourdement touchés là où le conflit est devenu perpétuel et où la porosité des frontières risque de favoriser la propagation du virus alors que les services de santé sont presque totalement absents.
- f. La population du continent africain est de 1,27 milliard d'habitants. Partant d'un postulat que 2% de la population sera infectée par le virus, nous atteignerons les 25 millions de cas d'infection. Même avec un taux de mortalité bas à 1%, cela pourrait faire 250000 morts sur le continent. Ces chiffres se fondent toujours sur une fourchette basse.
- g. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Maroc, la Sierra Leone et la République Démocratique du Congo ont décrété l'état d'urgence ces derniers jours alors que l'Afrique du Sud a décidé d'un confinement.

3) Le Maroc et le Covid-19 :

- a. Au 26 mars, les cas de contamination sont 275 et 10 personnes ont perdu la vie.
- b. Le pays a déclaré l'état d'urgence le 20 mars (jusqu'au 20 avril) après avoir enregistré le premier cas positif au virus le 2 mars. Les frontières terrestres, maritimes et aériennes sont fermées depuis le 15 mars.
- c. Création d'un fonds spécial pour faire face au virus, dédié à la remise à niveau du système de santé et au soutien de l'économie : 1 milliard d'euros issu du budget général de l'Etat, 1,4 milliard d'euros provenant de donateurs privés et d'entreprises publiques, dont 200 millions d'euros donnés par le Roi Mohamed VI.
- d. Mise en place de nombreuses mesures fiscales et économiques pour le soutien des entreprises, PME, TPE et auto-entrepreneurs.

- e. Baisse du taux directeur de la Banque nationale de à 2,25% à 2%.
- f. Dès la fin janvier, les autorités ont commencé à communiquer sur le sujet à la population et à instaurer des contrôles sanitaires aux ports et aéroports internationaux.
- g. Actuellement, le pays est en confinement et la population semble assez bien suivre les recommandations.
- h. Sur le plan sanitaire, le protocole de soins à base de chloroquine a été mis en place. Une circulaire datée du 23 mars venant du Ministre de la santé, Khalid Aït Taleb, à l'adresse des directeurs d'hôpitaux recommande l'introduction de la chloroquine et de l'hydroxy chloroquine dans la prise en charge thérapeutique des cas confirmés de Covid-19.

4) **L'Afrique du Sud et le Covid-19 :**

- a. Plus de 7 millions de personnes (sur 57 millions d'habitants) vivent avec un virus qui fragilise leur immunité et les rend plus vulnérables au Covid-19.
- b. Toutes les activités politiques, économiques, académiques et religieuses sont suspendues dans le pays. Le Président Ramaphosa a imposé le 23 mars un confinement sur l'entièreté du territoire démarrant le 26 mars et ce pour une période de 21 jours.
- c. Les autorités sont inquiètes parce qu'elles observent que le virus se propage dans des zones reculées et sur des patients qui n'ont jamais voyagé.
- d. Parmi les nations africaines, le pays a un des plus hauts taux d'inégalités comme l'indique l'indice de Gini qui se situe à 0,63.
- e. Le pays a environ 1000 lits d'hôpitaux disponibles pour une population de 57 millions d'habitants. En cas de déferlante du virus, le pays sera submergé et devra opérer des choix sanitaires radicaux entre certains patients critiques à sauver ou non.

5) **Le Sénégal et le Covid-19 :**

- a. Au 26 mars, il y avait 99 cas confirmés et 0 mort. Les principaux foyers infectieux du pays sont les villes de Dakar et de Touba.
- b. Depuis le lundi 23 mars 2020, le Sénégal a décrété l'état d'urgence et instauré un couvre-feu. Le transport de voyageurs entre les régions fait désormais l'objet de limitations, voire d'une interdiction dans certaines circonstances. La liaison maritime Dakar-Ziguinchor a déjà arrêtée avant le 23 mars, la ligne aérienne entre ces mêmes villes a été stoppée le 21 mars.
- c. Le Président Macky Sall a créé un fonds spécial, le « *Force Covid-19* », doté de 1000 milliards de francs CFA (1,5 milliards d'euros), destiné à soutenir l'économie nationale, les entreprises, les ménages ainsi que la diaspora. Une enveloppe de 50

milliards de francs CFA (76 millions d'euros) servira à l'achat de vivres pour l'aide alimentaire urgente. Les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du transport, de la culture et de la presse feront aussi l'objet de mesures particulières.

- d. Le problème principal du pays réside dans ses infrastructures médicales, avec de grandes disparités entre la capitale et le reste du pays. Si l'hôpital de Fann à Dakar dispose bien de quelques respirateurs et de lits en réanimation, ces équipements sont inexistantes hors des grands centres.
- e. Une politique de confinement sera très difficile à mettre en œuvre, étant donné que 60 à 70 % de la population vit du travail informel. Si l'évolution de l'épidémie au Sénégal suit la tendance européenne, il existe un risque élevé de mortalité, surtout dans les villes et villages ne disposant pas de structures et de personnel capables de prendre en charge les malades.
- f. Il existe malheureusement une approche traditionnelle d'une partie de la société sénégalaise liée aux croyances religieuses. Celles-ci défendent l'idée que le covid-19 est une épreuve divine. D'autres idées reçues et des fake news circulent comme « *le covid-19 n'atteint que les blancs* ». Ces informations erronées risquent d'augmenter le taux de propagation du virus dans le pays.

6) Le tourisme en Afrique et le Covid-19 :

- a. Le secteur touristique s'est développé de manière exponentielle depuis une décennie. Selon le Conseil mondial du tourisme et du voyage (www.wttc.org), les secteurs du voyage et du tourisme représentaient en 2018 24,3 millions d'emplois sur le continent et contribuaient à hauteur de \$194,2 milliards dans l'économie régionale.
- b. Selon une étude de la Banque mondiale réalisée en 2013, les pays avec un marché touristique consolidé et/ou en expansion étaient le Kenya, l'Afrique du Sud, le Cap Vert, le Ghana, le Botswana, l'île Maurice, la Namibie et la Tanzanie.
- c. Les émergents ou « *scaling-up* » au niveau touristique, comme le Rwanda, le Sénégal, la Gambie, le Burkina Faso et les Seychelles, risquent de souffrir le plus de cette crise. En effet, ils n'ont pas encore la solidité requise et n'ont pas réussi à se faire un nom au niveau du tourisme international. Tous leurs efforts déployés pour attirer les touristes depuis quelques années risquent de s'évaporer en un à deux trimestres.
- d. Le pays avec le plus fort taux de progression ces dernières années était l'Éthiopie. Cette dernière a connu un essor de près de 48% en 2018 pour peser \$7,8 milliards dans l'économie locale. Le dernier semestre 2020 et l'année 2021 seront marqués par une croissance nulle et le manque à gagner pour le pays sera supérieur à \$10 milliards.
- e. Au Cap vert, le tourisme contribue à hauteur de 25% du PIB et la tendance actuelle risque donc d'impacter de plein fouet le pays. Ce pays exporte également 80% de

sa pêche vers des pays durement touchés par le Covid-19 (Portugal, Espagne et Italie) de sorte qu'il ne peut même pas diversifier son économie dans un moment de crise intense pour son tourisme. Soit Praia arrive à trouver de nouveaux débouchés pour ses exportations de poissons, rééquilibrant en partie les pertes, soit le pays va sombrer et devoir faire appel à une aide extérieure puisque, en 2018, le ratio dette/PIB avait atteint 129% (5ème place des pays les plus endettés derrière le Japon, la Grèce, le Liban et l'Italie).

- f. Avec le blocage des investissements dans les infrastructures pour les prochains mois et peut-être jusque mi-2021, la majeure partie des nations africaines qui se tournaient vers le tourisme pour diversifier les secteurs qui contribuent au PIB vont devoir réorganiser leurs économies locales respectives. Moins de dépenses publiques mais surtout plus de chômage dans le secteur touristique sont à craindre.

7) Le pétrole à bas prix et ses conséquences :

- a. Un des effets collatéraux de la crise sanitaire est une crise de la demande de pétrole. Son prix est tombé à des niveaux historiquement bas autour des \$25 le baril.
- b. Le podium des plus grands producteurs est le Nigéria (1,78 millions de barils/jour), l'Angola (1,68 millions de barils/jour) et l'Algérie (1,6 millions de barils/jour).
- c. On oublie souvent que de nombreux pays africains sont hautement dépendants à la vente et l'exportation de leurs hydrocarbures.
- d. En ce qui concerne le Nigéria, le pétrole représente 10% du PIB et le budget de l'Etat dépend à 57% des rentrées liées à l'or noir.
- e. L'Angola, quant à lui, voit le pétrole représenter 37% de son PIB. Le pays exporte 60% de sa production vers la Chine qui est actuellement quasi à l'arrêt. De plus, l'Angola utilise son pétrole comme garantie de sa dette de \$25 milliards à l'égard de Beijing. Des facteurs de risque pour Luanda, qui pourrait vivre, sur le court et moyen termes, une période critique aux niveaux budgétaire et économique.
- f. Pour ces deux pays, si les prix du baril de pétrole se stabilisent autour de \$30, les pertes de revenus seront de \$15,4 milliards/an pour le Nigéria et de \$12,7 milliards/an pour l'Angola.
- g. Le pays le plus à risque est l'Angola qui avait déjà vu ses bonds d'Etat cotés en B- (hautement spéculatif, Fitch, 10/3/2020). Si le baril à \$25-30 se maintient, comment le pays pourra-t-il se financer afin de stabiliser les pertes énormes liées au bas prix des hydrocarbures ? Virtuellement impossible ou alors à des niveaux difficilement tenables. Il en va de même pour d'autres nations comme le Congo Brazzaville, qui détient également un mauvais rating.

Analyse de risque COVID-19 en Afrique et hypothèses de sortie de crise

Constats :

- L'Afrique sub-saharienne concentre le plus grand pourcentage de personnes infectées par le virus HIV. Ceci implique que leur immunité sera au plus bas pour faire face au Covid-19. Une lueur d'espoir néanmoins si les médicaments utilisés dans le cadre du traitement Sida s'avèrent fonctionner également contre le coronavirus. Tout reste encore à tester scientifiquement et nous sommes encore au stade des hypothèses.
- La précarité du système de santé en Afrique sera aussi au centre des préoccupations. Quoi de plus normal quand on observe que des nations avec des systèmes avancés de soins de santé comme l'Italie et l'Etat de New York sont submergés par la vague de nouvelles infections.
- Le peu d'accès à l'eau empêchant un lavage des mains adéquat. La distance des villages dans les zones rurales sans hôpitaux à proximité rend, quant à elle, la propagation encore plus facile dans ces zones pauvres et reculées.

Timeline de sortie et risques :

- La vague en **Afrique** devrait durer jusqu'au milieu de l'été 2020, avec des variations notables dans certains Etats connaissant des conditions sanitaires précaires, des frontières poreuses ou des zones de « *guerres perpétuelles* » comme, par exemple, à l'Est de la RDC, au Sud Soudan ou en Somalie.
- L'exemple de Hong Kong et la nouvelle vague de citoyens infectés depuis quelques jours doit rappeler combien la situation après la vague Covid-19 devra être gérée au mieux. A défaut, la propagation reprendra de plus belle dans certains pays qui auront déjà été malmenés sur les plans économique et sanitaire pendant la première vague du virus.